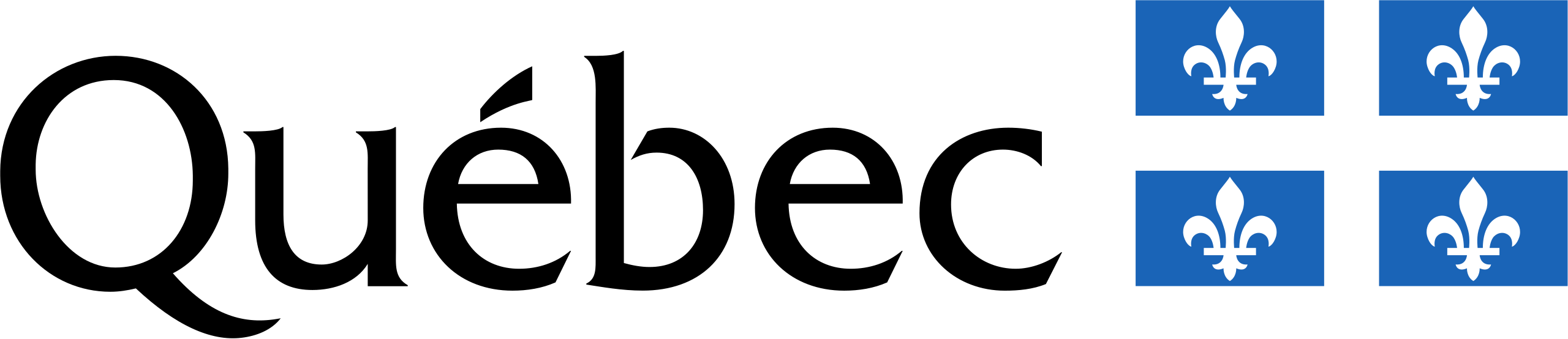


# École Saint-Paul

PLAN DE LUTTE CONTRE L’INTIMIDATION ET LA VIOLENCE :

POUR UN MILIEU D’APPRENTISSAGE SAIN ET SÉCURITAIRE

2025-2026



**Pour information**

Nom de l’établissement École Saint-Paul

Téléphone 819-776-5557

© École Saint-Paul, 2025

**TABLE DES MATIÈRES**

[PRÉAMBULE 1](#_Toc207036325)

[INTRODUCTION 2](#_Toc207036326)

[Conflit, violence ou intimidation? 3](#_Toc207036327)

[INFORMATION GÉNÉRALE 5](#_Toc207036328)

[CARACTÉRISTIQUES DE L’ÉTABLISSEMENT D’ENSEIGNEMENT 5](#_Toc207036329)

[INFORMATIONS SUR LE COMITÉ 5](#_Toc207036330)

[ENGAGEMENTS DE LA DIRECTION 5](#_Toc207036331)

[ÉLÉMENTS DU PLAN DE LUTTE (LIP, art. 75.1) 6](#_Toc207036332)

[ANALYSE DE LA SITUATION (PORTRAIT) 6](#_Toc207036333)

[MESURES DE PRÉVENTION 6](#_Toc207036334)

[COLLABORATION AVEC LES PARENTS 7](#_Toc207036335)

[MODALITÉS POUR EFFECTUER UN SIGNALEMENT OU POUR FORMULER UNE PLAINTE 9](#_Toc207036336)

[CONFIDENTIALITÉ 10](#_Toc207036337)

[ACTIONS À ENTREPRENDRE À LA SUITE D’UN ACTE D’INTIMIDATION OU DE VIOLENCE 12](#_Toc207036338)

[MESURES DE SOUTIEN OU D’ENCADREMENT 16](#_Toc207036339)

[SANCTIONS DISCIPLINAIRES 16](#_Toc207036340)

[SUIVI DES SIGNALEMENTS ET DES PLAINTES 18](#_Toc207036341)

[AUTRES ACTIONS SPÉCIFIQUES AUX VIOLENCES À CARACTÈRE SEXUEL 19](#_Toc207036342)

[RESSOURCES 19](#_Toc207036343)

[AUTRE INFORMATION IMPORTANTE 19](#_Toc207036344)

PRÉAMBULE

L’élaboration du plan de lutte contre l’intimidation et la violence est une démarche qui fait partie d’un ensemble d’actions mises en place par l’établissement pour assurer un climat sain et sécuritaire. La prévention de la violence et de l’intimidation nécessite des actions en tout temps, qui passent notamment par une application constante et cohérente des règles de conduite et des mesures de sécurité approuvées par le conseil d’établissement.

En vertu de la Loi sur l’instruction publique (LIP), ces règles de conduite doivent notamment prévoir :

* Les attitudes et le comportement devant être adoptés en toute circonstance par l’élève ;
* Les gestes et les échanges proscrits en tout temps, quel que soit le moyen utilisé, y compris ceux ayant lieu par l’intermédiaire de médias sociaux et lors de l’utilisation du transport scolaire ;
* Les sanctions disciplinaires applicables selon la gravité ou le caractère répétitif de l’acte répréhensible.

Ces règles de conduite doivent de plus être présentées aux élèves lors d’une activité de formation sur le civisme que le directeur de l’école doit organiser annuellement en collaboration avec le personnel de l’école. Elles sont également transmises aux parents des élèves au début de l’année scolaire (LIP, art. 76).

Ces règles de conduite, souvent présentées dans le code de vie de l’établissement d’enseignement, visent à établir les meilleures conditions de réussite possibles et le bon fonctionnement de l’école. Elles établissent les manières attendues de se comporter au quotidien pour favoriser le vivre-ensemble (ex. : respect, civisme).

Le plan de lutte contre l’intimidation et la violence vise quant à lui à mettre en place des moyens de prévenir la survenue de tout événement de violence ou d’intimidation, et à planifier les interventions à déployer lorsque survient malheureusement un tel événement.

Dans ce modèle de plan de lutte, le terme « instigateur » remplace le terme « auteur » plus largement utilisé, notamment dans les encadrements légaux. Le terme « instigateur » est ainsi utilisé dans le présent document sauf lorsque ceux-ci sont cités.

INTRODUCTION

Pour préciser les devoirs et les responsabilités des établissements d’enseignement et de tous les acteurs scolaires concernés par des situations de violence et d’intimidation, la Loi sur l’instruction publique (RLRQ, chapitre I-13.3, ci-après « LIP ») demande à chaque établissement d’enseignement1 d’élaborer un plan de lutte dont l’objectif est de prévenir et de contrer toute forme d’intimidation et de violence et, plus précisément, de faire de l’établissement d’enseignement un milieu d’apprentissage sain et sécuritaire, de manière à ce que tout élève qui le fréquente puisse y développer son plein potentiel, à l’abri de toute forme d’intimidation ou de violence.

Ainsi, la LIP prévoit notamment ce qui suit :

* Le directeur de l’établissement d’enseignement voit à la mise en œuvre du plan de lutte contre l’intimidation et la violence. Il traite avec diligence tout signalement et toute plainte concernant un acte d’intimidation ou de violence qu’il reçoit ou que le protecteur régional de l’élève lui transmet (LIP, art. 96.12). Le directeur de l’établissement d’enseignement assiste le conseil d’établissement dans l’exercice de ses fonctions et pouvoirs et, à cette fin, il coordonne l’élaboration, la révision et, le cas échéant, l’actualisation du plan de lutte contre l’intimidation et la violence (LIP, art. 96.13). Le directeur de l’établissement d’enseignement voit à ce que tous les membres du personnel de l’établissement soient informés des règles de conduite et des mesures de sécurité de l’établissement, des mesures de prévention établies pour contrer l’intimidation et la violence et de la procédure applicable lorsqu’un acte d’intimidation ou de violence est constaté (LIP, art. 96.21) ;
* Tout membre du personnel d’un établissement d’enseignement doit collaborer à la mise en œuvre du plan de lutte contre l’intimidation et la violence et veiller à ce qu’aucun élève de l’établissement d’enseignement auquel il est affecté ne soit victime d’intimidation ou de violence (LIP, art. 75.3) ;
* Le conseil d’établissement adopte, selon la forme prescrite par le ministre, le plan de lutte contre l’intimidation et la violence et son actualisation proposés par le directeur de l’école ;
* Un document expliquant le plan de lutte contre l’intimidation et la violence est distribué aux parents. Le conseil d’établissement veille à ce que ce document soit rédigé de manière claire et accessible. Ce document doit faire état de la possibilité d’effectuer un signalement ou de formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel au protecteur régional de l’élève et de la possibilité pour une personne insatisfaite du suivi donné à une plainte faite auprès de l’établissement de se prévaloir de la procédure de traitement des plaintes prévue par la Loi sur le protecteur national de l’élève (LIP, art. 75.1) ;
* Le plan de lutte contre l’intimidation et la violence est révisé annuellement et, le cas échéant, il est actualisé. Le directeur de l’établissement d’enseignement transmet une copie du plan de lutte et de son actualisation au protecteur national de l’élève (LIP, art. 75.1) ;
* Le conseil d’établissement procède annuellement à l’évaluation des résultats de l’établissement d’enseignement au regard de la lutte contre l’intimidation et la violence (LIP, art. 83.1) ;
* Un document faisant état de cette évaluation est distribué aux parents, aux membres du personnel de l’établissement d’enseignement et au protecteur régional de l’élève (LIP, art. 83.1).

#### Conflit, violence ou intimidation?

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Conflit | Violence | Intimidation |
| Mésentente ou désaccord entre deux ou plusieurs personnes qui ne partagent pas le même point de vue, les mêmes valeurs ou les mêmes intérêts. Il n’y a aucune victime, même si les personnes peuvent se sentir perdantes. Un conflit peut se régler soit par la négociation, soit par la médiation | Toute manifestation de force, de forme verbale, écrite, physique, psychologique ou sexuelle, exercée intentionnellement contre une personne, ayant pour effet d’engendrer des sentiments de détresse, de la léser, de la blesser ou de l’opprimer en s’attaquant à son intégrité ou à son bien-être psychologique ou physique, à ses droits ou à ses biens (LIP, art. 13). | Tout comportement, parole, acte ou geste délibéré ou non à caractère répétitif, exprimé directement ou indirectement, y compris dans le cyberespace, dans un contexte caractérisé par l’inégalité des rapports de force entre les personnes concernées, ayant pour effet d’engendrer des sentiments de détresse et de léser, blesser, opprimer ou ostraciser (LIP, art. 13). |

|  |
| --- |
| Violence à caractère sexuel |
| La Loi sur l’instruction publique ne définit pas la violence à caractère sexuel. Néanmoins, il est suggéré de se référer au texte suivant :  La notion de violence à caractère sexuel s’entend de toute forme de violence commise par le biais de pratiques sexuelles ou en ciblant la sexualité, dont l’agression sexuelle. Cette notion s’entend également de toute autre inconduite qui se manifeste notamment par des gestes, paroles, comportements ou attitudes à connotation sexuelle non désirés, incluant celle relative aux diversités sexuelles ou de genre, exprimés directement ou indirectement, y compris par un moyen technologique (Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d’enseignement supérieur [RLRQ, chapitre P-22.1]). |

## INFORMATION GÉNÉRALE

### CARACTÉRISTIQUES DE L’ÉTABLISSEMENT D’ENSEIGNEMENT

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom de l’établissement** | École primaire Saint-Paul |
| **Nom de la directrice ou du directeur** | Isabelle Legault |
| **Type d’enseignement** | primaire |
| **Nombre d’élèves** | 302 |
| **Autres caractéristiques** | * Milieu urbain et entouré de maisons unifamiliales qui sont habitées, pour la plupart, par des citoyens à la retraite. * La majorité de notre clientèle se retrouve aux limites du territoire. * Plusieurs élèves sont issus d’un milieu socio-économique à faible revenu et vivent dans des logements à prix modique. * Un indice de milieu socio-économique (IMSE) de 10 sur 10 et un seuil de faible revenu (SFR) de 10 sur 10, (SIAA du Québec). * Près de 60% des élèves et 77% des parents sont nés hors-Québec. \*\*\* * L’école compte 2 classes d’accueil. Il est important de noter que lorsque ces élèves ont une maîtrise suffisante du français, ils sont réintégrés dans notre école dans les groupes réguliers et leurs résultats scolaires sont souvent comptabilisés dans les moyennes de groupe. |
| **Valeurs identifiées dans le projet éducatif** | Bienveillance, épanouiisement, engagement |
| **Objectif(s) du projet éducatif en lien avec le plan de lutte** | Améliorer le vivre-ensemble (politesse, respect) en favorisant l’implication des éleves et en les outillant. |

### INFORMATIONS SUR LE COMITÉ

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom du comité** | Bienveillance et vivre-ensemble |
| **Nom et fonction de la personne chargée de coordonner les travaux du comité (LIP, art. 96.12)** | Brigitte Mercier |
| **Membres du comité (nom et fonction) (LIP, art. 96.12)** | Annie Thiffeault  Mickael Moreira  Rosalie St-Amour  Brigitte Mercier  Isabelle Legault  Mélissa Villeneuve  Julie Robidas-Noiseux |
| **Mandats du comité** | Mettre en place une démarche en lien avec l’amélioration du climat scolaire |
| **Fréquence des rencontres du comité** | 12 septembre 2025  21 novembre 2025  20 février 2025  27 mars 2025  1er mai 2025 |

ENGAGEMENTS DE LA DIRECTION (LIP, art. 75.2)

|  |  |
| --- | --- |
| **Envers l’élève victime et ses parents** | Moi, Isabelle Legault, directrice de l’établissement d’enseignement Saint-Paul, je m’engage à m’assurer que des moyens seront mis en place, soit :   * Une communication rapide avec les parents; * La mise en œuvre de mesures de soutien; * Un suivi suffisant auprès de l’élève et de ses parents pour permettre de vérifier si la situation a pris fin. \*\*\* |
| **Auprès de l’élève instigateur et ses parents** | Moi, Isabelle Legault, directrice de l’établissement d’enseignement Saint-Paul , je m’engage à m’assurer que des moyens seront mis en place, soit :   * Une communication rapide avec les parents; * L’élaboration d’un engagement que doivent prendre l’élève et ses parents envers la direction de l’établissement en vue d’empêcher la répétition d’un acte d’intimidation ou de violence; * L’application de mesures d’encadrement et de sanctions disciplinaires en fonction du geste posé; * La mise en œuvre de mesures de soutien; * Un suivi suffisant auprès de l’élève et de ses parents pour permettre de vérifier si les engagements sont respectés. \*\*\* |

ÉLÉMENTS DU PLAN DE LUTTE (LIP, art. 75.1)

### ANALYSE DE LA SITUATION (PORTRAIT)

|  |
| --- |
| **Analyse de la situation de l’établissement d’enseignement au regard des actes d’intimidation et de violence (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 1°)** |

|  |  |
| --- | --- |
| **Moment de la collecte de données, outil(s) utilisé(s) pour réaliser le portrait et informations recueillies** | Sondage maison effectuée auprès des élèves du préscolaire à la 6e année concernant la violence verbale. |
| **Constats dégagés lors de l’analyse de la situation actuelle** | 20 % des élèves de l’école affirment s’être fait traité de noms très souvent  23% souvent  28% quelques fois  29% jamais  Notre objectif du plan de lutte de 24-25 est dont atteint, car notre cible était de passer à 30% ou moins d’élèves qui se font souvent traiter de nom ou insulter. Nous sommes maintenant à 23%. |
| **Priorités en lien avec le portrait et l’analyse de la situation** | Poursuivre cette amélioration en la réduisant à 20% ou moins d’élèves qui sont font traiter de noms. |

**Violence à caractère sexuel**

|  |  |
| --- | --- |
| **Constats dégagés en ce qui a trait à la violence à caractère sexuel, s’il y a lieu** | Lors du QSVER de 2022, 44% des élèves mentionnaient avoir observé souvent ou très souvent d’autres élèves se faire traiter de noms à connotation sexuelle. |
| **Priorités en lien avec le portrait et l’analyse de la situation en ce qui a trait à la violence à caractère sexuel, s’il y a lieu** | L’école aimerait diminuer à 38% le nombre de les événements rapportés par les élèves. Le QSVER de 2026 nous permettra d’évaluer la situation. |

**Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l’origine ethnique ou nationale**

|  |  |
| --- | --- |
| **Constats dégagés en ce qui a trait à l’intimidation ou à la violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus, s’il y a lieu** | Ce type d’intimidation et de violence n’est pas un fléau dans notre milieu, nous pourrons réévaluer cette impression lors du QSVER de 2026. |
| **Priorités en lien avec le portrait et l’analyse de la situation en ce qui a trait à l’intimidation ou à la violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus, s’il y a lieu** | Nous demeurons sensible et vigilent par rapport à ce type d’événement malgré qu’ils soient peu présents. Le sondage de 2026 nous soumettra des données pour nous permettre d’établir des priorités |

### MESURES DE PRÉVENTION

|  |
| --- |
| **Mesures de prévention visant à contrer toute forme d’intimidation ou de violence motivée, notamment par le racisme, l’orientation sexuelle, l’identité sexuelle, l’homophobie, un handicap ou une caractéristique physique (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 2°)** |

|  |  |
| --- | --- |
| **Mesures de prévention visant à prévenir et à contrer toute forme d’intimidation ou de violence à l’école** | Maintenir le plan de surveillance de la cour  Présence d’une TES sur l’heure du diner  Implantation d’un arbre décisionnel (RAI) sur la gestiond des comportements  Implantation du programme DIRE MENTORE  Système d’émulation basé sur la valorisation des bons comportements (BILLET BRAVO et BILLET RÉCRÉ)  Vidéo mensuel présentant un comportement positif à valorisé  Atelier PARAPLUIE  Journée du chandail rose |

**Violence à caractère sexuel**

|  |  |
| --- | --- |
| **Mesures de prévention mises en place en lien avec la violence à caractère sexuel** | Atelier préventif animé par l’AVSEC  Journée thématique sur l’homophophie |

**Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à** **l’origine ethnique ou nationale**

|  |  |
| --- | --- |
| **Mesures de prévention mises en place en lien avec l’intimidation ou la violence basée sur les motifs mentionnés ci- dessus** | Semaine multiculturelle  Valorisation des différentes cultures au quotidien  Passeport des saveurs (découvertes d’aliments d’origines diverses) |

|  |  |
| --- | --- |
| **Autre information concernant les mesures de promotion et de prévention actualisées visant à prévenir la violence et l’intimidation dans l’établissement d’enseignement** | \*\*\* |

### COLLABORATION AVEC LES PARENTS

|  |  |
| --- | --- |
| **Mesures visant à favoriser la collaboration des parents à la lutte contre l’intimidation et la violence et à l’établissement d’un milieu d’apprentissage sain et sécuritaire (LIP, art. 75, al. 3, par. 3°)** | |
| **Mesures prévues pour impliquer les parents et favoriser leur collaboration** | * Feuillet explicatif du plan de lutte contre l’intimidation et la violence envoyé. * Participation des parents au plan d’intervention de leur enfant lorsqu’il y en a un. * Communication plus spécifique aux parents d’enfants impliqués dans des situations d’intimidation et de violence.   Assurer un suivi auprès des parents en lien avec nos semaines thématiques et nos invités spéciaux en lien avec la violence. |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Information à diffuser | Stratégies de diffusion de cette information | Date |
| Un document expliquant le plan de lutte est distribué aux parents (LIP, art. 75.1). | Courriel et site web | Cliquez ou appuyez ici pour entrer une date. |
| Un document faisant état de l’évaluation annuelle des résultats au regard de la lutte contre l’intimidation et la violence est remis aux parents (LIP, art. 83.1). | Courriel et site web | Cliquez ou appuyez ici pour entrer une date. |
| Les règles de conduite et les mesures de sécurité sont transmises aux parents de l’élève au début de l’année scolaire (LIP, art. 76). | Agenda scolaire, courriel envoyé par les enseignants, site web | 2025-09-02 |
| Un centre de services scolaire doit, au plus tard le 30 septembre de chaque année, informer les élèves, les enfants et leurs parents de la possibilité de formuler une plainte en application de la procédure de traitement des plaintes prévue par la présente loi (LPNE, art. 21). | Site web | 2025-09-02 |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Autre : | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. | Cliquez ou appuyez ici pour entrer une date. |

**Violence à caractère** **sexuel**

|  |  |
| --- | --- |
| **Mesures prévues pour impliquer les parents et favoriser leur collaboration** | * Communication plus spécifique auprès des parents ayant un enfant impliqué dans une situation de violence sexuelle. * Appel ou rencontre avec les parents en compagnie de la TES et la direction pour expliquer les facteurs de protection mis en place. * Diriger les parents vers des ressources informatives.   Suivi auprès des parents pour les informer de la journée du 17 mai pour les sensibiliser. |

|  |  |
| --- | --- |
| Information à diffuser | Stratégies de diffusion de cette information |
| Un document informant de la possibilité d’effectuer un signalement ou de formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel au protecteur régional de l’élève (LPNE, art. 21). | Site web |
| Un document présentant les coordonnées du protecteur régional de l’élève à qui la plainte doit être acheminée. Ce document, fourni par le protecteur national de l’élève, doit également expliquer qui peut formuler une plainte ainsi que les modalités d’exercice de ce droit (LPNE, art. 21). | Site web |
| AutresCliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |

**Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l’origine ethnique ou nationale**

**Mesures prévues pour impliquer les parents et favoriser leur collaboration**

Communication plus spécifique auprès des parents ayant un enfant impliqué dans une situation d’intimidation reliée à la couleur et à l’origine ethnique ou nationale. Appel ou rencontre avec les parents en compagnie de la TES et la direction pour expliquer les facteurs de protection mis en place. Diriger les parents vers des ressources informatives. Suivi auprès des parents pour les informer des activités reliées à l’aspect multiculturel de l’école.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Information à diffuser | Stratégies de diffusion de cette information | Date |
| Diffuser les activités reliées à l’aspect multiculturel de l’école afin de valoriser le vivre-ensemble. | Réseaux sociaux et courriels | Tout au long de l’année |

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

**Autre information concernant la collaboration avec les parents**

### MODALITÉS POUR EFFECTUER UN SIGNALEMENT OU POUR FORMULER UNE PLAINTE

|  |  |
| --- | --- |
| **Modalités applicables pour effectuer un signalement ou pour formuler une plainte concernant un acte d’intimidation ou de violence à l’établissement et, de façon plus particulière, pour dénoncer une utilisation de médias sociaux ou de technologies de communication à des fins de cyberintimidation (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 4°)** | |
| **Modalités retenues pour effectuer un signalement** | *Pour les élèves :*   * Dénonciation à un adulte de l’école (lettre ou verbal). * Prendre rendez-vous avec une TES pour discuter d’une situation.   *Pour les parents :*   * Contacter la direction ou la TES par téléphone, par courriel ou en personne.   *Pour le personnel :*   * Compléter une fiche sur le portail (SOI) qui est remise au TES.   Contacter la direction ou la TES par téléphone ou courriel. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Stratégies de diffusion de ces modalités** | Courriel, site web et tournée des TES en classe en début d’année |

|  |  |
| --- | --- |
| **Modalités retenues pour formuler une plainte** | |
| En cas d’insatisfaction quant au suivi donné à un signalement ou à une plainte concernant un acte d’intimidation ou de violence, une personne peut utiliser les modalités suivantes pour formuler une plainte: | |
| Modalités retenues pour formuler une plainte | Stratégies de diffusion de ces modalités |
| *Pour les élèves et les parents :*   * Une plainte peut être faite de façon écrite (lettre ou courriel). * Une plainte peut aussi être faite de façon verbale par l’élève victime ou par le parent à tout le personnel de l’école qui se chargera de faire un suivi par écrit à la direction.   Cette plainte peut être faite directement à la direction d’école, aux TES ou un membre du personnel au choix de la personne.  Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. | Site web  Info parents  Tournée des TES en début d’année |
| En outre, la personne qui est insatisfaite du suivi donné à un signalement ou à une plainte concernant un acte d’intimidation ou de violence fait à un directeur d’établissement d’enseignement peut formuler une plainte au responsable du traitement des plaintes (LPNE, art. 24, al. 2). | |

**Violence à caractère sexuel**

|  |
| --- |
| **Modalités particulières pour effectuer un signalement ou formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel** |
| * Les modalités inscrites à la section précédente sont également applicables pour effectuer un signalement ou formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel. * Il est aussi possible d’effectuer directement un signalement ou de formuler une plainte au protecteur régional de l’élève (LPNE, art. 33, par. 2°). Cela doit être fait par écrit (LPNE, art. 31):   + À l’aide du formulaire en ligne: Porter plainte à la suite d’une insatisfaction envers un service scolaire.   + Par téléphone ou par texto: 1 833 420-5233.   + Par courriel: [plaintes-pne@pne.gouv.qc.ca.](mailto:plaintes-pne@pne.gouv.qc.ca) |

|  |
| --- |
| **Autres modalités** |
| Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |

|  |  |
| --- | --- |
| * La personne victime ou ses proches peuvent, en tout temps, signaler la situation à la police ou au directeur de la protection de la jeunesse (DPJ), qu’ils l’aient ou non rapportée à l’établissement d’enseignement ou au protecteur régional de l’élève. Les signalements et les plaintes adressés à l’établissement d’enseignement ne se substituent pas au travail des corps policiers et de la protection de la jeunesse: | |
| **Coordonnées du DPJ** | tel:819 776 6060 |
| **Coordonnées du service de police** | tel:819 246 0222 |

**Stratégies de diffusion de ces modalités**

|  |  |
| --- | --- |
| **Inscrire le ou les lieux où le document est affiché dans l’'établissement d’enseignement** | Site web |

|  |  |
| --- | --- |
| **Adresse du site Web de l’établissement d’enseignement s’il y a lieu** | [Accueil - École Saint-Paul](https://saintpaul.csspo.gouv.qc.ca/)  https : //saintpaul.csspo.gouv.qc.ca |
| **Autres** | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |

**Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment** **à la couleur et à l’origine ethnique ou nationale**

|  |  |
| --- | --- |
| **Modalités particulières pour effectuer un signalement ou formuler une plainte concernant un acte d’intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci- dessus** | *Pour les élèves :*   * Dénonciation à un adulte de l’école (lettre ou verbal). * Prendre rendez-vous avec une TES pour discuter d’une situation.   *Pour les parents :*   * Contacter la direction ou la TES par téléphone, par courriel ou en personne.   *Pour le personnel :*   * Compléter une fiche sur le portail (SOI) qui est remise au TES.   Contacter la direction ou la TES par téléphone ou courriel. |

**Stratégies de diffusion de ces modalités**

|  |  |
| --- | --- |
| **Stratégies de diffusion de ces modalités** | Courriel, site web et tournée des TES en classe en début d’année |

|  |  |
| --- | --- |
| **Autre information concernant les modalités de signalement ou de plainte** | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |

### CONFIDENTIALITÉ

|  |
| --- |
| **Mesures visant à assurer la confidentialité de tout signalement et de toute plainte concernant un acte d’intimidation ou de violence (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 6°)** |

|  |
| --- |
| **Mesures retenues pour assurer la confidentialité** |
| * S’assurer que les discussions traitant d’un cas en particulier se font dans un endroit approprié (confidentialité exigée par la direction). * Développer le réflexe de s’isoler dans un lieu propice. * Sensibilisation à la confidentialité : présentation du code d’éthique de C.S. * Favoriser des rencontres individuelles pour recevoir la plainte. * Utiliser le courriel pour communiquer avec les parents ou un appel téléphonique selon le cas. |
| Les informations relatives aux élèves impliqués dans la situation devront être traitées de manière confidentielle. Par exemple, les informations portant sur la nature des actions ou des sanctions à l’égard de l’élève instigateur ne pourraient pas être transmises aux parents de l’élève victime. |

**Violence à caractère sexuel**

|  |  |
| --- | --- |
| **Mesures de confidentialité\* à mettre en place lors d’un acte de violence à caractère sexuel** | * Toutes situations liées à la sexualité renforcent l’importance de la confidentialité. * Pour toutes situations de violence à caractère sexuel, s’isoler dans un endroit propice pour communiquer de la situation de façon confidentielle.   Dans une situation d’abus sexuel, l’école est dans l’obligation d’effectuer un signalement à la DPJ. Dans ce cas, l’école se doit d’enfreindre la confidentialité. |

|  |
| --- |
| \* Selon la Loi sur la protection de la jeunesse (RLRQ, chapitre P-34.1, ci-après « LPJ »), une violation du secret professionnel est justifiée lorsqu’une personne s’adresse au DPJ pour effectuer un signalement. Il est à noter que l’obligation de signaler au DPJ toutes les situations d’abus sexuels commis envers des enfants et des adolescents s’applique même aux personnes liées par le secret professionnel, sauf exception (LPJ, art. 41). |

**Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l’origine ethnique ou nationale**

|  |  |
| --- | --- |
| **Mesures de confidentialité à mettre en place lors d’un acte d’intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus** | * S’assurer que les discussions traitant d’un cas en particulier se font dans un endroit approprié (confidentialité exigée par la direction). * Développer le réflexe de s’isoler dans un lieu propice. * Sensibilisation à la confidentialité : présentation du code d’éthique de C.S. * Favoriser des rencontres individuelles pour recevoir la plainte. * Utiliser le courriel pour communiquer avec les parents ou un appel téléphonique selon le cas. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Autre information concernant la confidentialité** | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |

# LES ÉLÉMENTS DU PLAN DE LUTTE (suite)

### ACTIONS À ENTREPRENDRE À LA SUITE D’UN ACTE D’INTIMIDATION OU DE VIOLENCE

|  |
| --- |
| **Actions qui doivent être prises lorsqu’un acte d’intimidation ou de violence est constaté par un élève, un enseignant, un autre membre du personnel de l’établissement d’enseignement ou par quelque autre personne ou qu’un signalement ou une plainte est transmis à l’établissement par le protecteur régional de l’élève (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 5°)** |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Actions qu’un élève témoin ou confident doit entreprendre | Actions que le membre du personnel témoin direct ou confident (1er intervenant) doit entreprendre | Actions que la personne responsable du suivi (2e intervenant) doit entreprendre |
| Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation. | Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation. | * Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation. |
|  |  | * Noter les informations nécessaires et les conserver de façon sécuritaire, notamment en vue de transmettre un rapport sommaire au directeur général, le cas échéant (LIP, art. 96.12). |
|  |  |  |
| Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |

|  |
| --- |
| Direction de l’établissement :   * Le directeur de l’établissement d’enseignement qui est saisi d’une plainte concernant un acte d’intimidation ou de violence doit, après avoir considéré l’intérêt des élèves directement impliqués, communiquer promptement avec leurs parents afin de les informer des mesures prévues dans le plan de lutte contre l’intimidation et la violence. Il doit également les informer de leur droit de demander l’assistance de la personne que le centre de services scolaire a désignée spécialement à cette fin (LIP, art. 96.12). |

|  |
| --- |
| * **Nom et coordonnées :** |
| Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |

Note : Lorsque la situation implique un membre du personnel de l’établissement d’enseignement, que ce soit à titre de victime, d’instigateur ou de témoin d’un geste d’intimidation ou de violence, la direction de l’établissement d’enseignement doit en être informée. Celle-ci devra analyser la situation afin de déterminer les mesures de soutien et d’encadrement ainsi que les sanctions applicables, le cas échéant, dans le respect des encadrements légaux, des conventions collectives applicables et des rôles et responsabilités de l’organisme scolaire. Dans le cas d’un membre du personnel victime ou témoin, la direction devra également transmettre l’information au comité de santé et sécurité de l’établissement.

**Violence à caractère sexuel**

**Actions à entreprendre lorsqu’un acte de violence à caractère sexuel est constaté**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Par un élève témoin ou confident | Par le membre du personnel témoin direct ou confident (1er intervenant) | Par la personne responsable du suivi (2e intervenant) |
| Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation. | Tout adulte au sein de l’établissement d’enseignement qui reçoit de l’information concernant une situation de violence à caractère sexuel doit :   * Écouter l’élève et le laisser parler librement, en respectant son rythme et ses silences. * Ne pas chercher à diriger la discussion ni à questionner l’élève. * Noter les mots de l’élève et ceux de l’adulte confident. * Rassurer l’élève quant à la prise en charge de la situation. * Aviser la direction de son établissement d’enseignement. * Signaler la situation sans délai au DPJ au numéro suivant: Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. | * Éviter de faire répéter le dévoilement à l’élève. * Noter les informations nécessaires et les conserver de façon sécuritaire, notamment en vue de transmettre un rapport sommaire au directeur général et au protecteur régional de l’élève, le cas échéant (LIP, art. 96.12). |
|  |
|  |
| Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. | **Autres :**  Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. | **Autres :**  Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |

|  |
| --- |
| * Selon la Loi sur la protection de la jeunesse (RLRQ, chapitreP-34.1, ci-après «LPJ»), tout membre du personnel scolaire a l’obligation de signaler sans délai au DPJ toutes les situations visées par la LPJ qui impliquent des mineurs, dont les situations d’abus sexuels.   De plus, toute personne, peu importe ses fonctions, a l’obligation de signaler sans délai au DPJ toutes les situations d’abus sexuels et d’abus physiques (LPJ, art.39 et 39.1).  La confidentialité de l’identité des personnes qui font un signalement au DPJ est assurée (LPJ, art.44).   * Lors d’une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel, la direction de l’établissement d’enseignement doit informer l’élève victime de la possibilité de s’adresser à la Commission des services juridiques.   Lorsque l’élève est âgé de moins de 14 ans, elle en informe également ses parents et, lorsque l’élève est âgé de 14 ans ou plus, elle peut, si cet élève y consent, également en informer ses parents (LIP, art.96.12). |

**Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l’origine ethnique ou nationale**

**Actions à entreprendre lorsqu’un acte d’intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus est constaté**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Par un élève témoin ou confident | Par le membre du personnel témoin direct ou confident (1er intervenant) | Par la personne responsable du suivi (2e intervenant) |
| *Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation.* | *Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation.* | *Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation.* |
| Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Autre information concernant les actions à entreprendre lorsqu’un acte d’intimidation ou de violence est constaté** | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |

### MESURES DE SOUTIEN OU D’ENCADREMENT

|  |
| --- |
| **Mesures de soutien ou d’encadrement offertes à un élève victime d’un acte d’intimidation ou de violence ainsi que celles offertes à un témoin ou à l’auteur d’un tel acte (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 7°)** |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Pour l’élève victime | Pour l’élève instigateur | Pour les témoins |
| Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |

Note : Lorsque la situation implique un membre du personnel de l’établissement d’enseignement, que ce soit à titre de victime, d’instigateur ou de témoin d’un geste d’intimidation ou de violence, la direction de l’établissement d’enseignement doit en être informée. Celle-ci devra analyser la situation afin de déterminer les mesures de soutien et d’encadrement ainsi que les sanctions applicables, le cas échéant, dans le respect des encadrements légaux, des conventions collectives applicables et des rôles et responsabilités de l’organisme scolaire. Dans le cas d’un membre du personnel victime ou témoin, la direction devra également transmettre l’information au comité de santé et sécurité de l’établissement.

**Violence à caractère sexuel**

**Mesures de soutien ou d’encadrement déterminées et mises en place à la suite de l’analyse des besoins en lien avec un acte de violence à caractère sexuel**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Pour l’élève victime | Pour l’élève instigateur | Pour les témoins |
| Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |

**Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l’origine ethnique ou nationale**

**Mesures de soutien ou d’encadrement déterminées et mises en place à la suite de l’analyse des besoins en lien avec un acte d’intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci- dessus**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Pour l’élève victime | Pour l’élève instigateur | Pour les témoins |
| Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Autre information concernant les mesures de soutien et d’encadrement** | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |

### SANCTIONS DISCIPLINAIRES

|  |
| --- |
| **Sanctions disciplinaires applicables au regard des actes d’intimidation ou de violence selon la gravité ou le caractère répétitif de ces actes (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 8°)** |
| **Sanctions disciplinaires possibles, déterminées en fonction de l’analyse de la situation ainsi qu’au regard de la nature, de la gravité et de la fréquence des gestes posés** |
| Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |

**Violence à caractère sexuel**

**Sanctions disciplinaires possibles, en cas de violence à caractère sexuel, déterminées en fonction de l’analyse de la situation ainsi qu’au regard de la nature, de la gravité et de la fréquence des gestes posés**

|  |
| --- |
| Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |

|  |
| --- |
| * Si des procédures légales ont été menées et qu’un élève a été reconnu coupable d’une infraction criminelle, l’établissement d’enseignement pourrait avoir à appliquer les mesures judiciaires imposées à celui-ci. |

**Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l’origine ethnique ou nationale**

**Sanctions disciplinaires possibles, en cas d’intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus, déterminées en fonction de l’analyse de la situation ainsi qu’au regard de la nature, de la gravité et de la fréquence des gestes posés**

|  |
| --- |
| Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |

# SUIVIS ET AUTRES ACTIONS

### SUIVI DES SIGNALEMENTS ET DES PLAINTES

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi qui doit être donné à tout signalement et à toute plainte concernant un acte d’intimidation ou de violence (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 9°)** | |
| **Mesures prises pour effectuer le suivi de tout signalement et de toute plainte concernant un acte d’intimidation ou de violence** | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |
| Dès que possible, le directeur de l’établissement d’enseignement transmet au directeur général du centre de services scolaire, au regard de chaque plainte relative à un acte d’intimidation ou de violence dont il est saisi, un rapport sommaire qui fait état de la nature des événements qui se sont produits et du suivi qui leur a été donné (LIP, art. 96.12). | |

**Violence à caractère sexuel**

**Mesures prises pour effectuer le suivi de tout signalement et de toute plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel**

|  |
| --- |
| Dès que possible, le directeur de l’établissement d’enseignement transmet au directeur général du centre de services scolaire, au regard de chaque signalement relatif à un acte de violence à caractère sexuel dont il est saisi, un rapport sommaire qui fait état de la nature des événements qui se sont produits et du suivi qui leur a été donné. Le rapport concernant un acte de violence à caractère sexuel est également transmis au protecteur régional de l’élève (LIP, art. 96.12). |
| Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |

**Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l’origine ethnique ou nationale**

|  |
| --- |
| **Mesures prises pour effectuer le suivi de tout signalement et de toute plainte concernant un acte d’intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus** |
| Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Autre information concernant le suivi des signalements et des plaintes** | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |

### AUTRES ACTIONS SPÉCIFIQUES AUX VIOLENCES À CARACTÈRE SEXUEL

|  |  |
| --- | --- |
| **En plus des éléments prévus plus haut, le plan de lutte contre l’intimidation et la violence doit consacrer une section distincte aux violences à caractère sexuel. Cette section doit prévoir les éléments ci-dessous (LIP, art. 75.1).** | |
| **Activités de formation obligatoires pour les membres de la direction et les membres du personnel** | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Mesures de sécurité visant à contrer les violences à caractère sexuel** | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |

RESSOURCES

|  |  |
| --- | --- |
| **RESSOURCES** | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |

AUTRE INFORMATION IMPORTANTE

|  |  |
| --- | --- |
| **\* Date d’adoption du plan de lutte par le conseil d’établissement (LIP, art. 75.1)** | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |
| **Numéro de résolution** | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |
| **\* Date d’évaluation annuelle des résultats par le conseil d’établissement (LIP, art. 83.1)** | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |
| **\* Date de révision annuelle du plan de lutte (LIP, art. 75.1)** | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |
| **Signature de la directrice ou du directeur** | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |
| **Date** | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |
| **Signature de la personne qui préside le conseil**  **d’établissement** | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |
| **Date** | Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. |



